

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n° 15 -DRCTAJ/1- 52

autorisant la société FERME EOLIENNE BENET 2 à exploiter des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur la commune de BENET

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

Vu la demande présentée en date du 20 décembre 2012 et complétée en dernier lieu le 12 juin 2013 par la société FERME EOLIENNE BENET 2, dont le siège social est à Strasbourg, 20 avenue de la paix, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant six aérogénérateurs d'une puissance unitaire maximale de 3 MW ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 25 octobre 2013 ;

Vu le registre d'enquête et le rapport et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux de Benet, Nieul sur l'Autise, Saint Hilaire des Loges, Ardin, Faye sur Ardin, Villiers en Plaine, Saint Maxire, Saint Rémy, Saint Pompain, Coulonges sur l'Autize, et le courrier du maire de Niort ;

Vu le rapport du 3 juin 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu les modifications au projet proposées par le demandeur par courrier du 25 juillet complété ;

Vu la présentation faite à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du 2 décembre 2014 ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du 2 décembre 2014 ;

Vu les observations présentées par le demandeur par courrier en date du 14 janvier 2015, sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis le 5 janvier 2015;

Considérant que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à mieux protéger les enjeux environnementaux locaux, notamment concernant la protection de l'avifaune et des paysages ;

Considérant que par son courrier du 14 janvier 2015, le pétitionnaire propose de renoncer à la construction de l'aérogénérateur E01, au regard de son impact sur les chiroptères, portant le nombre d'éoliennes de son parc à 5 machines ;

ARRETE

Article 1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La société FERME EOLIENNE BENET 2, dont le siège social est à Strasbourg, 20 avenue de la paix, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Benet, les installations détaillées dans les articles 2 et 3.

Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

rubrique	Désignation des installations	caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Hauteur du mât le plus haut : 150 m Puissance totale installée en MW : 15 Nombre d'aérogénérateurs : 5	A

A : installation soumise à autorisation

Article 3 - Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert II étendu		Commune	Lieu-dit	Parcelles
	X	Y			
Aérogénérateur E02	375772	2159700	Benet	Geneteau	ZI 10

Installation	Coordonnées Lambert II étendu		Commune	Lieu-dit	Parcelles
	X	Y			
Aérogénérateur E03	375414	2159413	Benet	La Courlie	YX 10
Aérogénérateur E04	375130	2159046	Benet	La Courlie	YX 19
Aérogénérateur E05	375007	2158631	Benet	Crais	YW 30
Aérogénérateur E06	375001	2158176	Benet	Crais	YW 19
Poste de livraison	374947	2158124	Benet	Crais	YW 19

Article 4 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Article 5 - Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2.

Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R.553-1 à R.553-4 du code de l'environnement par la société FERME EOLIENNE BENET 2 s'élève à :

$$M(2014) = 5 \times 50\,000 \times [(Index\ n/Index\ 0) \times (1 + TVA/1)/(1 + TVA\ 0)] = 263\,121 \text{ Euros}$$

Ce montant est calculé en tenant compte des indices TP01 et des taux de TVA suivants :

Index n = Indice TP01 en vigueur à la date considérée,

Index 0 = FORMTEXT Indice TP01 en vigueur au 1^{er} janvier 2011,

TVA = Taux de TVA applicable aux travaux de construction à la date considérée,

TVA0 = Taux de TVA applicable au 1^{er} janvier 2011.

Il est réactualisé conformément aux dispositions correspondantes de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Article 6 - Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux

L'exploitant met en œuvre les mesures auxquelles il s'est engagé dans son dossier.

Il établit, en concertation avec les riverains, les plantations de haies et d'arbres pour limiter la perception visuelle des éoliennes. Il transmet à l'inspection des installations classées un bilan de ces mesures dans un délai de trois ans après la mise en service.

L'exploitant met également en place un renforcement des haies et des boisements sur le pourtour de la Vallée de la Gilétrie.

Article 7 - Mesures spécifiques liées à la préservation avifaune

L'exploitant définit, sous sa responsabilité, un plan d'asservissement du fonctionnement des aérogénérateurs E03, E05 et E06, en fonction de l'activité des chiroptères et des conditions météorologiques. Les modalités de ce plan et les éléments de justification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

A défaut de plan d'asservissement, le fonctionnement des aérogénérateurs E03, E05 et E06 est interdit deux heures au lever du jour et deux heures au coucher, soit 4 heures par nuit du 1^{er} avril au 15 mai et du 1^{er} août au 30 septembre, lorsque la pluviométrie est nulle et lorsque les températures sont supérieures à 9°C avec un vent inférieur à 6m/s à hauteur de moyeu.

Article 8 - Niveaux acoustiques

L'exploitant est tenu de procéder à une campagne de mesures des niveaux sonores dans un délai de 9 mois suivant la mise en fonctionnement pour vérifier le respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures sont effectuées selon les dispositions précisées à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé.

L'exploitant est tenu de fournir aux services de la préfecture, dans un délai d'un mois suivant la réalisation de ces mesures, les résultats obtenus lors de la campagne de mesure des niveaux sonores en décrivant les mesures envisagées en cas de dépassement des niveaux sonores autorisés.

Article 9 - Suivi environnemental

Le suivi environnemental prévu à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé est réalisé jusqu'à la fin de l'exploitation.

Article 10 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité

utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 11 - Droits des tiers

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nantes:

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de six mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 12 - Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Benet et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de Benet pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de Benet et envoyé à la préfecture de la Vendée, bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières.

Une copie de cet arrêté sera transmise aux conseils municipaux de Benet, Bouillé Courdault, Nieul sur l'Autise, Oulmes et Saint Hilaire des Loges, Ardin, Coulon, Coulonges sur l'Autize, Faye sur Ardin, Saint Pompain, Villiers en Plaine, Saint Remy et Saint Maxire.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans chaque département concerné.

Article 13 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

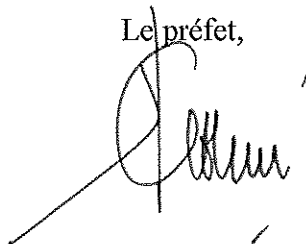
Article 14 - Pour application

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Vendée, le Maire de Benet, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, l'inspecteur de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise au sous-préfet de Fontenay-le-Comte.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 3 FEV. 2015

Le préfet,



Jean-Benoît ALBERTINI

Arrêté n° 15 -DRCTAJ/1- 52
autorisant la société FERME EOLIENNE BENET 2 à exploiter des installations de production d'électricité
utilisant l'énergie mécanique du vent sur la commune de BENET